

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

25 octobre 2004

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à développer et relancer les relations
diplomatiques et un partenariat privilégié
entre l'Amérique latine, la Belgique et
l'Union européenne**

(déposée par MM. Thierry Giet,
Jean-Pol Henry, Patrick Moriau,
Mohammed Boukourna et Yvan Mayeur)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

25 oktober 2004

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**teneinde de diplomatieke betrekkingen en
een bevoorrecht partnerschap tussen
Latijns-Amerika, België en de Europese Unie
uit te bouwen en nieuw leven in te blazen**

(ingediend door de heren Thiery Giet,
Jean-Pol Henry, Patrick Moriau,
Mohammed Boukourna en Yvan Mayeur)

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>VLAAMS BLOK</i>	: Vlaams Blok
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : publications@laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 11 septembre 2003 a marqué le trentième anniversaire d'un événement dramatique survenu au Chili en 1973. En cette année, le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende fut renversé par une junte politico-militaire soutenue, pour des intérêts géo-économiques, par l'administration américaine. L'expérience d'une transformation profonde de la société par voies légales entamée en septembre 1970 au Chili se termina dans la répression suite au coup d'état mené par le général Augusto Pinochet. Jusqu'en 1988, des milliers de Chiliens furent arrêtés, torturés, déportés et exécutés. Bien que l'on ne dispose pas de statistiques précises sur les méfaits de la dictature, on arrive aujourd'hui à certaines estimations. Les chiffres sont éloquentes: près de 80.000 morts, 400.000 personnes emprisonnées, 1 million d'exilés (c'est-à-dire 10% de la population d'alors) dont un «noyau dur» de 160.000 exilés politiques.

L'histoire chilienne n'est que l'expression nationale d'une réalité portée au-delà de ses frontières pour s'étendre à l'ensemble du sous-continent américain. Celui-ci, par les événements qui l'ont secoué au cours des dernières décennies, reste emblématique, notamment par le symbolisme de sa lutte sociale pour l'émergence d'une démocratie politique et de sa contestation radicale et populaire des régimes dictatoriaux. Si l'Amérique latine connaît une évolution lente et progressive vers une modernité démocratique, celle-ci n'en demeure pas moins positive.

L'accomplissement du changement auquel appellent actuellement tous les dirigeants politiques latino-américains nécessite nos encouragements et une assistance adéquate, tant dans le domaine diplomatique qu'économique. Les facteurs de changements existent. Ils ne doivent en aucun cas être submergés par les problèmes et les secousses actuelles qui traversent ce continent. En effet, le contexte latino-américain est en plein bouleversement et laisse présager que l'année 2003 aura marqué le début d'un nouveau cycle historique. Dès à présent, les nouvelles perspectives offertes au sous-continent américain sont celles des citoyens et des sociétés civiles qui, par l'accession aux responsabilités étatiques de nouveaux dirigeants, croient en la réalisation de leurs nombreuses aspirations. D'autant plus qu'après une décennie de démocratie, de réformes libérales et de soutien du FMI, les

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 11 september 2003 was het dertig jaar geleden dat in Chili een dramatische gebeurtenis plaatsvond. In 1973 werd immers de democratisch verkozen regering van Salvador Allende omvergeworpen door een politiek-militaire junta, die om geo-economische redenen werd gesteund door de Amerikaanse overheid. De in september 1970 op gang gekomen beweging om de Chileense samenleving met inachtneming van de wet grondig te hervormen, mondde na de staatsgreep van Augusto Pinochet uit in repressie. Tot in 1988 werden duizenden Chilenen aangehouden, gemarteld, gedepor-teerd en geëxecuteerd. Hoewel over de wandaden van de dictatuur geen nauwkeurige statistische gegevens beschikbaar zijn, kan men thans toch een en ander ramen. De cijfers spreken voor zich: bijna 80.000 doden, 400.000 gedetineerden, 1 miljoen ballingen (10% van de toenmalige bevolking), onder wie een «harde kern» van 160.000 politieke ballingen.

De Chileense geschiedenis is niet meer dan de nationale invulling van een realiteit die is uitgedragen tot ver buiten de landsgrenzen, en die zich over het hele Amerikaanse subcontinent heeft verspreid. Door de dramatische gebeurtenissen van de jongste decennia vervult dit subcontinent nog steeds een symboolfunctie; het is met name het zinnebeeld voor de sociale strijd om een politieke democratie in te stellen, alsook voor het radicale en volksgedragen protest tegen de dictatoriale regimes. Ondanks het feit dat Latijns-Amerika slechts traag en heel geleidelijk evolueert naar een democratisch onderbouwde moderniteit, is het positief dat er sprake is van vooruitgang.

De veranderingen waartoe alle politieke leiders in Latijns-Amerika thans oproepen, vereist onze aanmoediging en aangepaste ondersteuning, zowel diplomatiek als economisch. De elementen die nodig zijn om het roer om te gooien zijn voorhanden, maar er moet hoe dan ook worden voorkomen dat ze worden verpletterd door de problemen en de schokkende gebeurtenissen die zich thans in het subcontinent voordoen. De Latijns-Amerikaanse wereld is immers volop in beweging, wat ons doet vermoeden dat in het jaar 2003 een nieuwe historische cyclus is ingezet. Nu reeds worden het Amerikaanse subcontinent nieuwe perspectieven in uitzicht gesteld, waarin nieuwe leiders het staatsleiderschap op zich nemen, zodat de burgers en het middenveld erop vertrouwen dat hun vele verlangens zullen worden verwezenlijkt, temeer daar de toestand, na tien jaar van democratie, liberale hervormin-

diagnostics y demeurent les mêmes : misères, faim, déficits en matière d'éducation et de santé, surendettement, distribution inégalitaire des revenus et concentration de la richesse et violence généralisée.

Jusqu'à présent, la résistance se limitait au plan social, sans pouvoir s'exprimer sur le plan politique. L'arrivée au pouvoir de gouvernements émanant de forces sociales permet à ce potentiel de trouver un espace dans les institutions et un relais au niveau du pouvoir de l'État.

Le sous-continent américain mérite donc toute notre attention. L'Amérique latine est à bien des égards, pour des raisons historiques et culturelles, très proche de l'Europe. Le sous-continent est actuellement en proie à d'énormes difficultés économiques, sociales et politiques qui illustrent concrètement les failles du système économique mondial. La situation y est explosive et l'instabilité politique est symptomatique de cette région du monde. Il est extrêmement important, dans l'intérêt général, que l'Union européenne maintienne un dialogue constant et raffermisse ses liens dans tous les domaines avec l'Amérique latine, mais aussi que nous développions à l'échelle nationale une politique et une diplomatie active avec les représentants politiques des différents États latino-américains. Tel est l'objet de la présente proposition de résolution.

Evolution historique

Le contexte historique caractéristique de l'Amérique latine a favorisé une fragilité politique, économique et sociale qui perdure sur l'ensemble de ce sous-continent.

L'évolution chaotique qu'a connue pendant des décennies l'Amérique latine trouve notamment sa genèse dans le système oligarchique – basé d'une part sur la propriété foncière et, d'autre part, sur la bourgeoisie urbaine – mis en place au sein des nouveaux États indépendants suite au processus de décolonisation des 19^{ème} et 20^{ème} siècles.

Certains agents extérieurs ont également conditionné l'évolution interne du continent latino-américain. Tout au long de la Guerre froide, dans la logique même de la doctrine Monroe, les États-Unis ont toujours considéré le sous-continent américain comme une chasse gardée. Ils y ont privilégié une influence indirecte supposant l'apport d'une aide importante aux élites dirigeantes, aide assortie de certaines obligations économiques. Pour sa part, l'Union soviétique accorda un

gen en steun van het IMF, onveranderd blijft: ellende, honger, onvoldoende onderwijsmogelijkheden en gebrekkige gezondheidszorg, overmatige schuldenlast, ongelijke inkomensverdeling, concentratie van de rijkdom en een algemeen klimaat van geweld.

Tot dusver bleef het verzet beperkt tot het sociale vlak, zonder op het politieke bestel te wegen. Dankzij het aantreden van regeringen met een breed maatschappelijk kan het verzet echter doordringen tot de instellingen en fungeren als tussenschakel in de betrekkingen met de Staat.

Het Amerikaanse subcontinent verdient dus onze volle aandacht. Latijns-Amerika sluit om historische en culturele redenen in vele opzichten zeer nauw aan bij Europa. Het subcontinent heeft thans te kampen met enorme moeilijkheden op economisch, sociaal en politiek vlak, die de onvolkomenheden van het mondiaal economisch bestel concreet aantonen. De toestand is er explosief, en de politieke instabiliteit is kenmerkend voor die regio van de wereld. In het algemeen belang is het uitermate belangrijk dat de Europese Unie de dialoog met Latijns-Amerika gaande houdt en de banden met de regio op alle vlakken aanhaalt. Bovendien moeten we op Belgisch vlak een actief diplomatiek beleid uitbouwen met de politieke vertegenwoordigers van de verschillende Latijns-Amerikaanse Staten. Dat is de doelstelling van dit voorstel van resolutie.

Historisch overzicht

De typische historische context van Latijns-Amerika heeft de broosheid op politiek, economisch en sociaal vlak, waaronder het hele subcontinent nog steeds lijdt, in de hand gewerkt.

Aan de chaotische evolutie die Latijns-Amerika decennialang heeft gekenmerkt, ligt met name het oligarchisch bestel ten grondslag, dat berust op de landeigendom én op de stedelijke bourgeoisie. Dat bestel deed zijn intrede nadat de nieuwe, onafhankelijke Staten het juk van de kolonisatie in de 19^e en in de 20^e eeuw hadden afgeworpen.

Tevens hebben een aantal externe factoren een invloed uitgeoefend op de interne evolutie van het Latijns-Amerikaanse continent. Tijdens de hele duur van de Koude Oorlog beschouwden de Verenigde Staten Latijns-Amerika, geheel volgens de «Monroeleer», steeds als hun eigen achtertuin. Ze opteerden voor de indirecte beïnvloeding van de regio, wat samenging met het verlenen van aanzienlijke steun aan de aan de macht zijnde elites, wat dan weer gekoppeld was aan bepaalde

soutien idéologique et matériel aux mouvements de libération. Le contexte global des pays d'Amérique latine a été profondément influencé par la bipolarité internationale. Les conflits latino-américains se sont fondamentalement nourris de cette opposition idéologique et favorisèrent l'émergence d'un nouveau cycle dans l'histoire de l'Amérique latine, celui des dictatures militaires caractérisées par l'autoritarisme, la répression bestiale et le puritanisme, mais aussi par la libéralisation radicale des économies. La spirale de violence et de contre-violence fit des milliers de victimes jusqu'à la fin des années 1980.

La fin de la guerre froide a entraîné de profondes mutations dans la plupart des pays latino-américains. En effet, les mouvements de guérilla ont peu à peu quitté le maquis pour prendre place sur la scène politique. Si cette reconversion ne s'est pas faite sans mal, elle n'en commence pas moins à porter ses fruits.

Dans le contexte actuel, 2003 aurait pu être l'année la plus importante pour l'Amérique latine depuis 1973. La différence essentielle de cette nouvelle période ne tient pas seulement à l'affaiblissement de l'hégémonie néo-libérale. En moins d'une décennie, durant laquelle l'histoire du sous-continent a paru figée dans l'étroit cadre économico-financier, une autre période s'est ouverte, où des espaces alternatifs dégagent, pour le mouvement populaire et ses mobilisations, des possibilités inédites d'intervention. La phase pendant laquelle la résistance se limitait au plan social, sans pouvoir s'exprimer sur le plan politique national, est à présent dépassée. Les gouvernements qui émanent des forces sociales contestataires peuvent devenir des interlocuteurs pour leurs revendications. Cependant, les nouvelles orientations politiques et économiques que connaît l'Amérique latine ne risquent-elles pas de mener ce sous-continent, dans son ensemble, à affronter la volonté d'hégémonie mondiale des États-Unis?

Situation politique actuelle

La progression des inégalités et de l'insécurité mine les bases de la démocratie en Amérique latine. Les inégalités se creusent d'ailleurs aussi bien durant les crises économiques – coûts des ajustements économiques mal répartis – qu'en phase de croissance – bénéfices de la reprise mal distribués. Si la misère y a reculé sur le continent depuis le début des années 1990, les écarts de richesse se sont creusés, contredisant l'égalité citoyenne – quelque 220 millions de Latino-américains, soit près de 45% de la population, vivent

économische verplichtingen. De Sovjetunie van haar kant steunde de bevrijdingsbewegingen op ideologisch en materieel vlak. De algemene context van de landen van Latijns-Amerika werd in ruime mate beïnvloed door de internationale bipolariteit. De Latijns-Amerikaanse conflicten werden door die ideologische tegenstelling fel aangewakkerd. Tevens luidden ze een nieuw tijdperk in de geschiedenis van Latijns-Amerika in, met name dat van de militaire dictaturen, die worden gekenmerkt niet alleen door autoritarisme, felle repressie en puritanisme, maar ook door een radicale liberalisering van de economie. Tot eind de jaren '80 maakte de spiraal van geweld en tegengeweld duizenden slachtoffers.

Het einde van de Koude Oorlog leidde tot grondige wijzigingen in de meeste Latijns-Amerikaanse landen. De guerrillabewegingen verlieten immers steeds meer hun gevechtsstellingen en namen deel aan het politieke beleid. Die reconversie heeft de nodige moeite gekost, maar begint nu vruchten af te werpen.

In het licht van de huidige toestand had 2003 voor Latijns-Amerika het belangrijkste jaar sinds 1973 kunnen zijn. Deze nieuwe periode verschilt in wezen niet alleen van de voorgaande door de verzwakking van de neoliberale hegemonie. In minder dan tien jaar tijd, een periode waarin de geschiedenis van het subcontinent leek stil te staan in een beklemmende economische en financiële context, is een nieuw tijdperk aangebroken, waarin alternatieve fora de volksbeweging en haar gedingen nooit eerder geziene actiemogelijkheden bieden. De tijd waarin het verzet zich beperkte tot het sociale vlak, zonder enige inspraak te krijgen in het landelijke politieke beleid, is thans voorbij. De uit die maatschappelijke protestbewegingen ontstane regeringen mogen als gesprekspartners hun eisen stellen. Loopt Latijns-Amerika met zijn nieuwe politieke en economische beleidslijnen echter niet het risico dat het subcontinent, in zijn geheel, in conflict komt met het streven van de Verenigde Staten om als wereldleider op te treden?

Huidige politieke situatie

De toenemende ongelijkheid en onveiligheid ondermijnt de basis van de democratie in Latijns-Amerika. De ongelijkheden ontstaan trouwens zowel tijdens de economische crisissen (met het kostenplaatje van de slecht verdeelde economische aanpassingen) als tijdens de groeifase, met slecht verdeelde baten van de opleving. De armoede is er sinds het begin van de jaren '90 weliswaar op achteruitgegaan, maar de welvaarts kloof is dieper geworden, wat haaks staat op de gelijkheid onder de burgers: zo'n 220 miljoen La-

aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté, et 75% des habitants du sous-continent obtiendraient des revenus insuffisants pour échapper durablement à la précarité. Par ailleurs, la prolifération d'une violence de nature délinquante délite le tissu social. Certains pays d'Amérique latine figurent parmi les plus inégalitaires (Brésil) et les plus violents (Colombie) du monde.

Jusqu'à présent, les Latino-américains ont majoritairement été déçus par le fonctionnement de la démocratie comme l'ont souvent révélé les comportements électoraux erratiques – abstentions massives ou sanction des partis au pouvoir – et une agitation sociale chronique, ce qui a notamment expliqué la percée sur la scène politique actuelle de personnalités populaires dans le meilleur des cas, populistes dans le moins bon. Par la tradition démocratique qui est sienne depuis plus de deux siècles, l'Union européenne et l'ensemble de ses États membres ont une responsabilité politique singulière dans l'établissement de liens diplomatiques solides avec l'Amérique latine. L'évolution vers la modernité démocratique est un processus de longue haleine. Les défis auxquels sont confrontés les nouveaux dirigeants politiques latino-américains sont nombreux – modernisation des appareils étatiques, éducation et santé, réforme des systèmes de justice, lutte contre la corruption et l'impunité, etc. – au regard de la situation interne des divers pays du sous-continent latino-américain où les oligarchies économiques et financières bloquent un système politique susceptible de mettre à mal leur pouvoir économique.

La réalisation des facteurs de changements aujourd'hui réellement perceptibles en Amérique latine dépendra en partie de notre volonté et de notre capacité à aider les nouvelles élites dirigeantes dans leurs démarches progressistes.

Situation économique et sociale actuelle

Fin 2001, la crise argentine, les troubles sociaux et les répercussions politiques conséquents ont mis en exergue les limites d'un modèle économique néo-libéral. La tentative du coup d'État au Venezuela comme l'actualité d'alors de plusieurs rendez-vous électoraux et leurs résultats inédits, mais aussi la violence sans nom toujours à l'ordre du jour dans certains États latino-américains (Colombie) et, plus fondamentalement encore, le grand projet étasunien d'intégration économique du continent, la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)

tijns-Amerikanen (bijna 45% van de bevolking) leven thans onder de armoedegrens en 75% van de bevolking van het subcontinent zouden onvoldoende inkomsten hebben om blijvend aan een precair bestaan te ontsnappen. Het om zich heen grijpende geweld dat criminele trekken vertoont, doet het sociale weefsel scheuren. Sommige Latijns-Amerikaanse landen behoren tot de meest ongelijke (Brazilië) of tot de meest gewelddadige (Colombia) van de wereld.

Tot op heden waren de meeste Latijns-Amerikanen ontgoocheld in de werking van de democratie, zoals vaak is gebleken uit de heel wisselvallige verkiezingsresultaten — lage opkomst of afstraffing van partijen aan de macht — en uit het chronische sociale oproer; dat is ook de verklaring voor de doorbraak op het politieke forum van, in het beste geval, populaire figuren en, in het slechtste geval, populisten. Door haar meer dan twee eeuwen oude democratische traditie hebben de Europese Unie en alle lidstaten een bijzondere politieke verantwoordelijkheid in de totstandkoming van solide diplomatieke banden met Latijns-Amerika. De ontwikkeling tot een democratisch onderbouwde moderniteit is een proces van lange adem. De uitdagingen waarvoor de nieuwe Latijns-Amerikaanse politieke leiders staan, zijn talrijk: modernisering van het overheidsapparaat, opvoeding en gezondheid, hervorming van de rechtsstelsels, bestrijding van corruptie en straffeloosheid; dat is vooral zo in het licht van de interne situatie van diverse landen van het Latijns-Amerikaanse subcontinent, waar de economische en financiële oligarchieën een rem vormen voor politieke stelsels die hun economische macht kunnen bedreigen.

Of er thans in Latijns-Amerika veranderingsfactoren tot stand komen die echt waarneembaar zijn, zal gedeeltelijk afhangen van onze wil en ons vermogen om de nieuwe leidende elites in hun vooruitstrevende inspanningen te helpen.

Huidige economische en sociale situatie

Eind 2001 hebben de Argentijnse crisis, de sociale onlusten en de erop volgende politieke weerslag de grenzen van een neo-liberaal model aangetoond. De poging tot staatsgreep in Venezuela én de toenmalig aan de orde zijnde talrijke verkiezingen en hun nooit geziene resultaten, maar ook het onnoemelijke geweld dat in bepaalde Latijns-Amerikaanse landen (Colombia) nog steeds aan de orde is, en nog fundamenteeler, het grote VS-project tot economische integratie van het continent, de *Free Trade Area of the Americas* (FTAA),

annoncée pour 2005, ont placé à nouveau l'Amérique latine au centre des préoccupations internationales¹.

L'actualité latino-américaine peut être ramassée en un double constat: celui de l'échec patent de la modernisation et de la libéralisation économique (soit la faillite du fameux «miracle» des pays émergents) et celui de l'apparition, dans des cadres démocratiques, d'acteurs sociaux et politiques, atypiques et populaires.

Les années 1990 ont vu l'application généralisée des recettes du «consensus de Washington» – libéralisation, privatisation, dérégulation – aboutissant aujourd'hui à un énorme gâchis: dépendance financière et technologique accrues, volatilité de la croissance, augmentation des inégalités et de la vulnérabilité d'importants secteurs sociaux, stagnation ou nouvelles hausses de la pauvreté. Les élèves zélés du Fonds monétaire international paient les frais de leur orthodoxie.

¹ L'objectif stratégique des États-Unis est de créer le plus grand marché du monde afin d'asseoir leur hégémonie sur toute l'Amérique latine. Washington estime que la ZLEA ouvrira une nouvelle ère de coopération en rapprochant, pour la première fois, les deux moitiés de l'hémisphère autour d'un projet commun mais, surtout, libéralisera davantage les économies continentales où les marchés sont encore très protégés. Ce projet de zone de libre-échange n'est, par ailleurs, pas étranger aux préoccupations sécuritaires de l'administration américaine (au nom de la lutte contre le trafic de drogue, le blanchiment d'argent «sale», les migrations illégales, le terrorisme, les atteintes à l'environnement...). Les mécanismes de contrôle policier, la surveillance aux frontières, plus généralement la sécurité du continent – et donc du commerce et des intérêts américains – sont parties prenantes du plan d'action adopté. C'est donc au nom de la «bonne gouvernance régionale», prônée par les institutions financières internationales, que Washington propose de démanteler les barrières commerciales dans l'ensemble de l'hémisphère. En fait, il s'agit de conforter un projet économique planétaire, dont l'Amérique latine n'est qu'un des éléments, afin de faire progresser un programme commercial plus adapté aux firmes multinationales et créer un espace économique totalement ouvert à la libre circulation des marchandises et des capitaux tout en donnant à cet espace le cadre normatif d'un nouveau modèle d'intégration. Or, le libre-échange implique des obligations inégales qui pèsent plus lourdement sur les pays en développement que sur leurs partenaires des pays industrialisés. Ainsi, l'expérience du Mexique depuis l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) montre que l'ouverture commerciale vis-à-vis d'un pays ayant un niveau de développement très supérieur provoque une désindustrialisation, la liquidation de pans entiers de l'agriculture traditionnelle et un accroissement des inégalités sociales. Fort est à parier que les multinationales américaines et canadiennes voient l'Amérique latine comme une opportunité où l'on peut profiter des bas salaires et de règles moins contraignantes en matière d'environnement et de santé.

— aangekondigd voor 2005 —, hebben Latijns-Amerika opnieuw centraal op het internationale voorplan gebracht¹.

De Latijns-Amerikaanse realiteit kan worden samengevat in een tweeledige vaststelling: in dat werelddeel is er de evidente mislukking van de modernisering en van de economische liberalisering (anders gesteld het failliet van het fameuze «mirakel» van de landen in opkomst), en voorts zijn er binnen democratische structuren atypische en populaire, sociale en politieke actoren ten tonele verschenen.

In de jaren '90 werden de recepten van de «consensus van Washington» – liberalisering, privatisering, deregulering – algemeen toegepast, wat thans tot veel chaos heeft geleid: een grotere financiële en technologische afhankelijkheid, een volatiele groei, een toenevende ongelijkheid, kwetsbaarheid van belangrijke maatschappelijke sectoren, stagnatie dan wel toenevende armoede. De overijverige leerlingen van het Internationaal Monetair Fonds betalen de rekening voor hun orthodoxie.

¹ De strategische doelstelling van de Verenigde Staten is te komen tot de grootste markt ter wereld, en zo hun hegemonie over heel Latijns-Amerika te vestigen. Washington vindt dat de FTAA een nieuw tijdperk van samenwerking zal laten aanbreken, door voor het eerst beide helften van het continent rond een gemeenschappelijk programma te verenigen; Washington vindt echter vooral dat ze zal zorgen voor de liberalisering van de continentale economieën, met hun nog heel protectionistische markten. Aan dat project van vrijhandel is overigens enig veiligheidsstreven van de Amerikaanse regering gekoppeld (in naam van de strijd tegen drugs, de witwassen van «vuil» geld, illegale migratie, terrorisme, aantasting van het milieu enzovoort). Regelingen inzake politiecontrole, grensbewaking, of meer algemeen de veiligheid van het continent — en dus van handel en de Amerikaanse belangen — maken deel uit van het aangenomen actieplan. Washington stelt dus voor in naam van «behoorlijk regionaal bestuur», voorgestaan door de internationale financiële instellingen, de handelsbarrières in het hele subcontinent weg te nemen. In feite gaat het om de versterking van een economisch planetair project, waarin Latijns-Amerika maar één element is, dat voor de voortgang moet zorgen van een handelsprogramma dat beter is afgestemd op de multinationals, en een economische ruimte moet creëren die volledig openstaat voor de vrije circulatie van goederen en kapitalen, terwijl aan die ruimte het normatieve kader van een nieuw integratiemodel wordt gegeven. De vrijhandel houdt echter ongelijke verplichtingen in, die meer doorwegen op de ontwikkelingslanden dan op hun partners in de geïndustrialiseerde wereld. Zo toont de ervaring van Mexico sinds het *North American Free Trade Area-akkoord* (NAFTA) aan dat de openstelling van de handel ten opzichte van een land met een veel hoger industrialisatieniveau de oorzaak is van desindustrialisering, de uitschakeling van hele segmenten van de traditionele landbouw en een toename van sociale ongelijkheden. Men kan ervan op aan dat de Amerikaanse en Canadese multinationals in Latijns-Amerika een gelegenheid zien om voordeel te halen uit de lage lonen en de minder dwingende regels inzake milieu en gezondheid.

La principale conséquence des tenants de cette politique a été l'accroissement spectaculaire du niveau de l'endettement dans la plupart des États latino-américains, lequel accentue la fragilité et l'instabilité du continent. Signe d'un renouveau politique et d'un désir de mener de nouvelles orientations économiques, Nestor Kirchner, par exemple, n'a cessé de réaffirmer depuis son accession à la présidence argentine le 25 mai 2003, sa détermination de trouver des solutions effectives à la crise de la dette qui touche son pays. Cette démarche implique essentiellement une rupture avec les méthodes et recommandations prônées par les instances financières internationales.

Droits de l'Homme

Le passage de la dictature à la démocratie en Amérique latine à partir des années 1980 a révélé les blocages des systèmes judiciaires et l'absence de volonté politique des nouveaux régimes en place. Partout, les anciens bourreaux et leurs mentors ont opposé une résistance à l'établissement de la vérité. Or, toute réconciliation nationale ne pourra réellement se faire que si justice est rendue.

Longtemps, l'impunité des crimes commis sous les dictatures a certainement eu pour effet, dans divers États, l'impunité des crimes commis par les polices militaires, étatiques et civiles dans un climat de violence généralisée. Pour conjurer toute menace d'un retour des militaires au pouvoir, bon nombre de gouvernements ont choisi, dans un premier temps et au nom de la raison d'État, de mener une politique fondée sur *«la justice dans la mesure du possible»* afin de garantir la gouvernabilité des pays concernés et de poursuivre la transition démocratique en évitant toute exacerbation de tensions sociales par la tenue de procès trop sensibles à l'échelle nationale.

De toute évidence, la voie d'un développement social et économique équilibré ne pourra se réaliser que par un ancrage résolu dans la démocratie et par la recherche indispensable d'une réconciliation entre les différentes composantes de la société latino-américaine, sans pour autant faire l'économie d'un examen objectif du passé et de traduire en justice les principaux responsables des crimes commis sous les dictatures. La culture de l'impunité est enfin mise à mal. Au Chili, où plusieurs officiers tortionnaires sont poursuivis par la justice, mais aussi en Argentine où, sous

De voorvechters van dat beleid hebben vooral bereikt dat in de meeste Latijns-Amerikaanse Staten een spectaculaire schuldgroei is ontstaan, hetgeen de broosheid en instabiliteit in dat continent vergroot. De politieke vernieuwing en de wil om nieuwe economische beleidslijnen te volgen, worden verpersoonlijkt door bijvoorbeeld Nestor Kirchner: sinds hij op 25 mei 2003 president van Argentinië werd, heeft hij onafgebroken aangegeven vastberaden te zoeken naar daadwerkelijke oplossingen voor de schuldcrisis die zijn land treft. Die aanpak impliceert hoofdzakelijk een breuk met de werkwijzen en aanbevelingen die door de internationale financiële instanties worden aangeprezen.

Mensenrechten

Bij de overgang van dictatuur naar democratie in Latijns-Amerika vanaf de jaren '80 is gebleken dat de rechtssystemen vastgeroest waren en dat er geen politieke wil voorhanden was bij de nieuw aan de macht gekomen regimes. Overal hebben de vroegere beulen en hun mentors er zich tegen verzet dat de waarheid aan het licht werd gebracht. Enige nationale verzoening is evenwel niet echt mogelijk zonder dat recht geschiedt.

Lange tijd heeft de straffeloosheid van de onder de dictaturen begane misdaden er in verschillende Staten zeker toe geleid dat de militaire politie, de staatspolitie en de burgerpolitie ongestraft misdaden konden begaan in een klimaat van alom heersend geweld. Om elke dreiging van de terugkeer van de militairen aan het bewind te bezweren, hebben nogal wat regeringen er in een eerste fase en in naam van de staatsraison voor gekozen een beleid te voeren dat gestoeld was op het beginsel *«rechtvaardigheid in de mate van het mogelijke»*. Het was de bedoeling daarmee de bestuurbaarheid van de betrokken landen te waarborgen en de overgang naar de democratie voort te zetten, waarbij tegelijk werd voorkomen dat de spanningen op de spits werden gedreven door het voeren van rechtsgedingen die nationaal te gevoelig lagen.

Het spreekt voor zich dat een evenwichtige ontwikkeling op sociaal en economisch vlak alleen maar mogelijk is op voorwaarde dat men resoluut voor de democratie kiest en een poging onderneemt om de diverse componenten van de Latijns-Amerikaanse samenleving met elkaar te verzoenen. Dat betekent evenwel niet dat geen objectief onderzoek zou moeten worden gedaan naar wat zich in het verleden heeft afgespeeld: de hoofdverantwoordelijken van de onder de dictaturen gepleegde misdaden moeten voor de rechtbank worden gedaagd. Men moet eindelijk maar eens

l'impulsion du nouveau président Nestor Kirchner, d'anciens militaires recherchés par le juge espagnol Balthazar Garzon pour qu'ils répondent des crimes qu'ils ont commis pendant la dictature, ont été arrêtés.

L'Union européenne et l'Amérique latine

L'Union européenne a un rôle primordial à jouer compte-tenu de son importance en tant que partenaire privilégié de l'Amérique latine. Certes, l'Europe conclut avec des pays latino-américains des accords économiques, commerciaux, scientifiques ou environnementaux pour lesquels l'octroi de ses aides est soumis au respect des engagements en matière de droits humains. Cependant, cette démarche n'est pas suffisante. Au-delà de ces conditions, dans le cadre de la mondialisation telle qu'elle définit les relations internationales, l'Union européenne doit s'efforcer de mener auprès de ses partenaires latino-américains un dialogue constructif afin que soient respectés les droits fondamentaux de la personne humaine ainsi que les traités internationaux en vigueur (notamment ceux concernant la Cour pénale internationale, le travail des enfants, l'éducation et la santé). D'autre part, l'Union européenne doit encourager une coopération décentralisée qui permettrait à la société civile de jouer un rôle de plus en plus important dans la mise en œuvre de ses projets de partenariat, ces derniers revêtant différentes formes, de la coopération en faveur du développement à l'aide humanitaire en passant par la coopération économique².

² Dans le domaine de la coopération au développement, les interventions financières et techniques sont destinées à aider l'Amérique latine à réaliser une répartition plus équitable des richesses, à consolider l'État de droit et la démocratie et à protéger son environnement. La coopération économique a pour but de soutenir l'intégration régionale, d'améliorer la compétitivité des entreprises latino-américaines sur les marchés internationaux et de faciliter le transfert du savoir-faire. Un certain nombre de programmes décentralisés ont été adoptés pour apporter cette aide économique. Enfin, l'aide humanitaire de l'Union européenne est destinée aux personnes déplacées et aux victimes des catastrophes naturelles et elle englobe aussi une aide humanitaire d'urgence.

komaf maken met een cultuur waarin straffeloosheid de regel was. Dat geldt voor Chili, waar verscheidene officieren die zich schuldig hebben gemaakt aan foltering, door de rechtbank worden vervolgd, maar ook voor Argentinië waar, onder impuls van de nieuwe president Nestor Kirchner, een aantal gewezen militairen werden aangehouden die door de Spaanse rechter Balthazar Garzon werden gezocht om zich te verantwoorden voor de misdaden die ze tijdens de dictatuur hadden gepleegd.

De Europese Unie en Latijns-Amerika

Gelet op het belang van de Europese Unie als bevoorrechte partner van Latijns-Amerika, is voor de Unie een eersterangsrol weggelegd. Het is weliswaar correct dat Europa met Latijns-Amerikaanse landen op economisch, commercieel, wetenschappelijk en milieuvlak alleen akkoorden afsluit waarbij de hulpverlening wordt gekoppeld aan de eerbiediging van de mensenrechten, waartoe die landen zich hebben geëngageerd, maar dat volstaat niet. Naast die voorwaarden, moet de Europese Unie, in het raam van de invulling die de mondialisering aan de internationale betrekkingen geeft, al het mogelijke doen om met haar Latijns-Amerikaanse partners een constructieve dialoog op gang te brengen om ervoor te zorgen dat de fundamentele mensenrechten, alsmede de internationale verdragen (inzonderheid met betrekking tot het Internationaal Strafhof, kinderarbeid, onderwijs en gezondheid) worden nageleefd. Aan de andere kant moet de Europese Unie een gedecentraliseerde samenwerking stimuleren, zodat de civiele maatschappij een almaar grotere rol kan vervullen bij de uitvoering van haar partnerschapsprojecten die diverse vormen kunnen aannemen, gaande van samenwerking inzake humanitaire hulpverlening tot economische samenwerking².

² Op het vlak van de Ontwikkelingssamenwerking is de financiële en technische steunverlening erop gericht Latijns-Amerika te helpen om tot een meer rechtvaardige verdeling van de rijkdommen te komen, om de rechtsstaat en de democratie sterker uit te bouwen en om een milieuvriendelijk beleid te voeren. De economische samenwerking heeft tot doel de regionale integratie te ondersteunen, het concurrentievermogen van de Latijns-Amerikaanse ondernemingen op de internationale markten te verbeteren en de overdracht van knowhow vlotter te laten verlopen. Er werden een aantal gedecentraliseerde programma's goedgekeurd om die economische hulp op de rails te zetten. Ten slotte is de door de EU geboden steun ook gericht op ontheemden en op de slachtoffers van natuurrampen, en omvat tevens het verlenen van noodhulp.

Toutes ces considérations ne doivent pas rester lettre morte.

Rien de ce qui ne se passe en Amérique latine ne peut nous laisser indifférents. Aujourd'hui, une nouvelle génération de dirigeants s'efforce de conduire l'Amérique latine vers plus de démocratie et de dignité humaine. Il est fondamental pour l'Union européenne de leur tendre la main si elle veut gagner en cohérence et en crédibilité dans l'affirmation d'une politique étrangère commune. L'Union européenne doit, dès à présent, traduire ses discours en actes politiques et développer avec l'Amérique latine une coopération étendue à tous les domaines qui soit enrichissante pour les deux parties.

Dans le nouvel ordre mondial, l'Union européenne doit voir en l'Amérique latine un partenaire privilégié, sur un même pied d'égalité, jouant un rôle prépondérant dans le renforcement de l'équilibre international et du système multilatéral. Européens et Latino-américains partagent une même communauté de valeurs. De réelles complémentarités et convergences d'intérêts nous unissent, tant sur le plan économique que politique, comme en témoignent les prises de positions partagées au sujet de la crise irakienne, de la régulation indispensable de la globalisation, du multilatéralisme et de la nécessité de renforcer les Nations Unies, ou encore de la conception de la lutte contre la violence, la drogue, le terrorisme. Quels que soient les défis et les fléaux mondiaux auxquels nous sommes confrontés, nous partageons également une volonté commune de s'attaquer aux racines du mal que sont la misère, les carences en matière d'éducation, de santé et la frustration des populations.

La nouvelle relation Europe – Amérique latine demeure empreinte d'une grande complexité et devra tenir compte des processus d'intégration régionale dans son dialogue avec ce sous-continent américain et du rôle particulier des États-Unis dans la région, comme les retards structurels des économies du sous-continent. Une coopération étroite entre l'Union européenne et l'Amérique latine prend ici tout son sens. Par l'expérience et les connaissances qui sont les siennes, l'Union européenne doit soutenir ses partenaires latino-américains à progresser dans le sens d'une intégration poussée qui comprendrait les diverses dimensions économiques, sociales et politiques. Il convient de donner l'impulsion nécessaire, à tous les niveaux de pouvoir, afin de relancer et de renforcer le processus régional.

Al deze overwegingen moeten concreet uitvoering krijgen.

Niets van wat zich in Latijns-Amerika afspeelt, mag ons onberoerd laten. Vandaag poogt een nieuwe generatie leiders Latijns-Amerika naar meer democratie en naar meer menselijke waardigheid te leiden. Wanneer de Unie, bij het uitstippelen van een gemeenschappelijk buitenlands beleid, coherenter en geloofwaardiger wil overkomen, is het van essentieel belang dat zij die landen de helpende hand reikt. Voortaan moet de Europese Unie meteen haar praatkracht in politieke daadkracht omzetten en, samen met Latijns-Amerika, een tot alle domeinen uitgebreide samenwerking opzetten die verrijkend is voor beide partijen.

In de nieuwe wereldorde moet de Europese Unie in Latijns-Amerika een bevoorrechte partner zien die op gelijke voet met haar staat en een doorslaggevende rol speelt in de versterking van het internationale evenwicht en van het multilateraal systeem. Europeanen en Latijns-Amerikanen delen gemeenschappelijke waarden. Zowel op economisch als op politiek vlak vullen we elkaar echt aan en kunnen we ons terugvinden in gelijklopende belangen. Ter illustratie zij daarbij verwezen naar de gezamenlijke standpunten die in het raam van de Irakcrisis werden ingenomen, naar de absoluut noodzakelijke regulering van de mondialisering, naar de noodzaak om de Verenigde Naties te versterken of nog naar onze gemeenschappelijk opvatting inzake de bestrijding van geweld, drugs en terrorisme. Ongeacht de aard van de uitdagingen en de wereldwijde rampspoed waarmee we worden geconfronteerd, delen wij tevens de gemeenschappelijke wil om de wortels van het kwaad aan te pakken, met name: de armoede, tekorten op het vlak van onderwijs en gezondheidszorg en de frustraties bij de bevolking.

De nieuwe verhouding tussen Europa en Latijns-Amerika blijft gekenmerkt door een grote complexiteit. Europa zal, wanneer het in dialoog treedt met het Amerikaanse subcontinent, dan ook rekening behoren te houden met de daar op regionaal vlak aan de gang zijnde integratieprocessen en met de specifieke rol die de Verenigde Staten in de regio spelen, alsmede met de structurele achterstand die het subcontinent heeft opgelopen. Op dat vlak kan de nauwe samenwerking tussen de Europese Unie en Latijns-Amerika zeer zinvol blijken. Met haar opgebouwde ervaring en kennis moet de Europese Unie haar Latijns-Amerikaanse partners rugsteunen om te evolueren in de richting van een doorgedreven integratie die ook de diverse (economische, sociale en politieke) dimensies behoort te impliceren. Het is zaak daartoe, op alle bevoegdheidsniveaus, de nodige aanzetten te geven zodat het regionale proces een nieuwe impuls krijgt en wordt versterkt.

La reprise du Mercosur: vers un nouveau système multilatéral?

Jusqu'ici, à bien des égards, le Mercosur a manqué de cohésion et de capacité à élaborer des politiques communes. Sur le plan technique, son marché commun est imparfait et certains conflits commerciaux ont retardé les travaux d'harmonisation interne. Par ailleurs, les pays du Mercosur ont aussi des poids inégaux – l'immensité du Brésil en fait un géant à part. Ces pays ont aussi eu des ambitions divergentes qui ont bridé le développement de l'organisation régionale.

Cependant, l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle classe dirigeante latino-américaine laisse présager l'ouverture à un choix d'intégration régionale multidimensionnelle. Cette dernière option serait préférable au projet déséquilibré, et uniquement économique, prôné par les techniciens de l'administration américaine dans le cadre de la zone de libre échanges des Amériques (ZLEA). En effet, le Brésil, par exemple, s'oppose clairement à une conception «satellitaire» de son rôle à l'égard des États-Unis, alors que l'Argentine essaie de favoriser une réelle intégration régionale du cône Sud.

La Belgique et l'Amérique latine

Favoriser les rapprochements, soit dans le cadre de l'Union européenne, soit dans le cadre bilatéral entre la Belgique et le sous-continent américain doit constituer une des priorités de notre politique étrangère. Nous devons nous donner les moyens d'une diplomatie ambitieuse. Il convient de dépasser le stade des relations culturelles traditionnelles pour s'orienter progressivement vers des préoccupations d'ordre politique et économique, dans le contexte des expériences d'intégration régionale et de l'amélioration, voire de la stabilisation, des économies latino-américaines.

Sans négliger tout soutien à l'État de droit et à la démocratie, le développement d'une présence économique belge en Amérique latine est indispensable, tout comme l'assurance d'une coopération efficiente poursuivie par notre pays.

Voortzetting van de Mercosur: naar een nieuw multilateraal systeem?

Tot dusver gaf de Mercosur in heel wat opzichten blijk van een gebrek aan cohesie en van onvermogen om gemeenschappelijke beleidsopties uit te tekenen. Uit een technisch oogpunt vertoont haar gemeenschappelijke markt een aantal onvolkomenheden en sommige handelsconflicten hebben het interne harmoniseringswerk afgeremd. Voorts is het gewicht van de diverse landen binnen de Mercosur ongelijk verdeeld: zo is Brazilië een dermate immens land, dat het op zich een reus vormt. Die landen hebben ook uiteenlopende ambities gekoesterd die de ontwikkeling van de regionale organisatie hebben gefnuikt.

Het aantreden van een nieuwe lichter Latijns-Amerikaanse leiders wettigt evenwel de hoop dat men er wellicht zal voor kiezen om op diverse vlakken tot een regionale integratie te komen. Die laatste optie zou te prefereren zijn boven het onevenwichtige, en louter op het economische aspect toegespitste project, dat de technici van de Amerikaanse regering in het raam van de FTAA (*Free Trade Area of the Americas*) voorstaan. Zo verzet een land als Brazilië zich bijvoorbeeld duidelijk tegen de opvatting als zou het worden geacht een rol als «satellietland» ten opzichte van de Verenigde Staten te vervullen, terwijl een land als Argentinië dan weer een reële regionale integratie van het zuidelijk deel van het poogt te bevorderen.

België en Latijns-Amerika

De bevordering van diverse vormen van toenadering – in het raam van de Europese Unie dan wel in dat van de bilaterale samenwerking tussen België en het Amerikaanse subcontinent – moet als een van de prioriteiten van ons buitenlands beleid gelden. Wij moeten onszelf de nodige middelen toekennen om een diplomatie uit te bouwen die haar ambities waar kan maken. Het komt er op aan het stadium van de traditionele culturele betrekkingen te overstijgen en zich geleidelijk aan toe te spitsen op een aantal aandachtspunten van politieke en economische aard, in een klimaat waarin experimenten gericht op regionale integratie en verbetering of zelfs stabilisatie van de Latijns-Amerikaanse economieën plaatsvinden.

Iedere steun aan de rechtsstaat en aan de democratie heeft uiteraard zijn belang. Los daarvan is de uitbouw van de Belgische economische aanwezigheid in Latijns-Amerika absoluut noodzakelijk, net als de waarborg dat ons land een efficiënte samenwerking zal voortzetten.

Les progrès des nouveaux régimes démocratiques, les difficultés économiques propres au continent latino-américain mais aussi les difficultés que celui-ci connaît – inégalités sociales, trafic de drogue et fragilité des systèmes monétaires et financiers – doivent inciter le gouvernement belge à s'ouvrir aux perspectives offertes par tout rapprochement politique bilatéral au-delà d'un essentiel rapprochement européen. Ainsi, il est essentiel que notre coopération avec cette région du monde se fasse sur base d'un véritable partenariat politique, économique, humanitaire et social.

Thierry GIET (PS)
Jean-Pol HENRY (PS)
Patrick MORIAU (PS)
Mohammed BOUKOURNA (PS)
Yvan MAYEUR (PS)

De door de nieuwe democratische regimes geboekte vooruitgang, de specifieke economische moeilijkheden die het Latijns-Amerikaanse continent kenmerken, maar ook de moeilijkheden waarmee dat continent wordt geconfronteerd – vormen van sociale ongelijkheid, drugshandel, wankele monetaire en financiële systemen – moeten de Belgische regering ertoe aanzetten – en afgezien van een onmisbare Europese toenadering - open te staan voor mogelijke perspectieven op bilaterale toenadering. Aldus is het van essentieel belang dat wij met die wereldregio samenwerken op basis van een echt politiek, economisch, humanitair en sociaal partnerschap.

PROPOSITION DE RESOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu le traité sur l'Union européenne, signé à Maastricht le 7 février 1992, et en particulier l'article 11, 1., 5^{ème} tiret, fixant comme objectif de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne «le développement et le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales»;

B. considérant les conclusions et la déclaration politique du Sommet de Madrid «Union européenne – Amérique latine et Caraïbe» (17 et 18 mai 2002) ainsi que le communiqué conjoint suite à la réunion ministérielle entre l'Union européenne, le Mercosur, la Bolivie et le Chili (27 mars 2003 – Athènes);

C. considérant l'évolution positive du sous-continent latino-américain tout en mettant en exergue les situations extrêmement difficiles – tant dans le domaine économique, social que judiciaire – auxquelles sont confrontés les nouveaux gouvernements à l'échelle nationale, et qui requièrent de la part des européens et des Latino-américains de travailler ensemble dans la même direction et dans le respect mutuel;

D. considérant que le développement d'une stratégie commune pour les relations avec l'Amérique latine représente le meilleur instrument politique, juridique et institutionnel dont dispose l'Union européenne pour réaliser un partenariat stratégique bi-régional, équilibré et efficient;

E. considérant qu'un dialogue parlementaire euro-latino-américain, incluant des dispositifs formels de consultation et de participation des citoyens, constitue l'une des clefs de ce partenariat stratégique par un rôle de légitimation des différents processus d'intégration dans les deux régions;

F. considérant un contexte judiciaire particulièrement complexe qui oblige les nouveaux gouvernants à une réelle prudence dans leurs perspectives de réformes des systèmes judiciaires en place, notamment en vue de garantir une certaine paix sociale, la bonne gouvernance des pays concernés ainsi que le processus de transition démocratique;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op het Verdrag betreffende de Europese Unie, ondertekend te Maastricht op 7 februari 1992, en in het bijzonder op artikel 11, 1., vijfde gedachtestreepje, dat «ontwikkeling en versterking van de democratie en de rechtsstaat, alsmede eerbiediging van de mensenrechten en de fundamentele vrijheden» aanwijst als doelstellingen van het gemeenschappelijk buitenlands en veiligheidsbeleid;

B. gelet op de conclusies en de Politieke Verklaring van de Top van Madrid «Europese Unie - Latijns-Amerika en het Caraïbisch gebied» (17 en 18 mei 2002) alsmede op het gemeenschappelijk communiqué na afloop van de vergadering van de ministers van de Europese Unie, de Mercosur, Bolivia en Chili (27 maart 2003 – Athene);

C. gelet op de gunstige evolutie van het Latijns-Amerikaanse subcontinent zonder daarbij de – op economisch, sociaal en gerechtelijk vlak – bijzonder moeilijke situaties uit het oog te verliezen waarmee de nieuwe regeringen op nationaal niveau te kampen hebben en die vereisen dat de Europeanen en de Latijns-Amerikanen in eenzelfde richting en met wederzijds respect samenwerken;

D. overwegende dat de ontwikkeling van een gemeenschappelijke strategie voor de betrekkingen met Latijns-Amerika het beste politiek, juridisch en institutioneel instrument is waarover de Europese Unie beschikt om een bi-regionaal, evenwichtig en doeltreffend strategisch partnerschap te verwezenlijken;

E. overwegende dat een Europees-Latijns-Amerikaanse parlementaire dialoog, met inbegrip van formele voorzieningen voor raadpleging en deelname van de burgers, een van de hoekstenen van dat partnerschap is doordat hij legitimiteit verleent aan de verschillende eenmakingsprocessen in de beide regio's;

F. gelet op een bijzonder ingewikkelde gerechtelijke context die de nieuwe beleidsvoerders ertoe noopt grote omzichtigheid aan de dag te leggen in hun vooruitzichten van hervorming van de bestaande rechtstelsels, onder meer om een bepaalde sociale vrede, het goed bestuur van de betrokken landen en het proces van democratische overgang te waarborgen;

G. considérant qu'un plan global de lutte contre la drogue (application du «Plan Colombie») doit être complété par des mesures économiques réelles, des alternatives à la culture de la drogue, en préservant le patrimoine environnemental;

H. considérant que les interventions du Fonds monétaire international (FMI) se placent dans un contexte de déséquilibre macro-économique aux conséquences sociales difficiles et que les mesures coercitives ne peuvent éviter une détérioration temporaire et cyclique de la situation économique;

I. considérant que la situation économique latino-américaine démontre à nouveau la nécessité de réexaminer l'utilisation des ressources des institutions financières internationales et la transposition des recommandations de ces institutions en mesures politiques.

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL,

I. dans le cadre de ses relations bilatérales avec ses partenaires d'Amérique latine:

1. d'encourager le développement des initiatives de diplomatie active et des programmes d'action communs avec les États latino-américains afin d'aider l'Amérique latine à se stabiliser et à poursuivre son processus de démocratisation;

2. d'assurer que l'ensemble des partenaires du sous-continent américain veillent à renforcer leurs systèmes judiciaires afin de consolider les institutions démocratiques et l'État de droit tout en garantissant l'égalité de traitement devant la loi ainsi que la promotion et le respect des droits de l'homme;

3. de promouvoir le rôle de la société civile dans le cadre du processus de paix et d'éradication de la violence structurelle qui a marqué l'histoire de certains pays latino-américains;

II. dans le cadre des instances et institutions supranationales (relations Union européenne – Amérique latine):

1. de renforcer le dialogue politique entre l'Europe et l'Amérique latine et d'inviter l'Union européenne à adopter une stratégie commune pour l'Amérique latine;

G. overwegende dat een algemeen drugsbestrijdingsplan (toepassing van het «Plan Colombia») moet worden aangevuld met echte economische maatregelen en alternatieven voor de drugsteelt, en dat daarbij het milieupatrimonium moet worden gevrijwaard;

H. overwegende dat het Internationaal Muntfonds (IMF) optreedt in een context van macro-economische onevenwichtigheid die zware sociale gevolgen heeft en dat dwangmaatregelen de tijdelijke en cyclische verslechtering van de economische situatie niet kunnen verhinderen;

I. overwegende dat de Latijns-Amerikaanse economische situatie nog maar eens aantoonde dat de aanwending van de middelen van de internationale financiële instellingen en de omzetting van de aanbevelingen van die instellingen in politieke maatregelen opnieuw tegen het licht moeten worden gehouden.

VRAAGT DE FEDERALE REGERING,

I. om, in het kader van haar bilaterale betrekkingen met de partners uit Latijns-Amerika:

1. steun te verlenen aan actieve diplomatieke initiatieven en actieprogramma's die in samenwerking met de Latijns-Amerikaanse landen worden georganiseerd om het subcontinent op weg te helpen naar stabiliteit en het in staat te stellen zijn democratiseringsproces voort te zetten;

2. ervoor te zorgen dat alle partners van het Amerikaanse subcontinent werk maken van de versterking van hun gerechtelijk bestel, teneinde de democratische instellingen en de rechtsstaat te consolideren, maar tegelijkertijd ook waarborgen te bieden inzake gelijkheid voor de wet alsmede de bevordering en bescherming van de mensenrechten;

3. ervoor te zorgen dat het maatschappelijk middenveld een grotere rol krijgt in het vredesproces en bij de uitroeiing van het structurele geweld dat de geschiedenis van een aantal Latijns-Amerikaanse landen heeft getekend;

II. om, binnen de supranationale instellingen en instanties waarin de betrekkingen tussen de Europese Unie en Latijns-Amerika aan bod komen:

1. de politieke dialoog tussen Europa en Latijns-Amerika op te voeren en de Europese Unie ertoe aan te zetten een gemeenschappelijke strategie voor Latijns-Amerika uit te werken;

2. d'inviter l'Union européenne à promouvoir l'instauration d'une assemblée transatlantique euro-latino-américaine composée d'un nombre égal de membres du Parlement européen et du Parlement latino-américain (PARLATINO) ainsi que des parlements d'intégration, se réunissant annuellement en séance plénière et en commissions;

3. d'inciter les États membres de l'Union européenne à appuyer les processus de démocratisation, de bonne gouvernance et d'instauration de l'État de droit qui favorisent le renforcement des institutions, l'aide humanitaire, le développement social et le respect des droits de l'homme (y compris les droits économiques, sociaux et culturels);

4. d'agir sur le financement du développement et d'accroître, dans le cadre de la coopération, les efforts déployés en vue de stimuler le développement durable, de favoriser la croissance économique et de lutter contre la pauvreté par l'émergence d'une stabilité macro-économique, la réduction de l'écart technologique et par un accès plus large à l'éducation, à la culture, aux soins de santé et à la protection sociale;

5. de renforcer la coopération entre l'Union européenne et les États d'Amérique latine dans la lutte contre les fléaux que sont les drogues illicites, la criminalité liée aux drogues, la corruption et la criminalité organisée, tout en favorisant l'établissement d'un partenariat politique et stratégique euro-latino-américain susceptible de concrétiser les propositions politiques, stratégiques et de sécurité revêtant un intérêt pour les deux régions;

6. d'appuyer toute démarche conduisant à des négociations sur les conditions de remboursement de la dette publique extérieure et de ses intérêts en collaboration avec les différents représentants des secteurs concernés: plus généralement, d'apporter son soutien à toute initiative visant à améliorer le fonctionnement du système financier mondial en tenant compte des préoccupations des pays d'Amérique latine;

2. de Europese Unie ertoe aan te sporen steun te verlenen aan de oprichting van een transatlantische Europees-Latijns-Amerikaanse assemblee, die zou moeten bestaan uit een gelijk aantal leden van het Europees Parlement, van het Latijns-Amerikaans Parlement (PARLATINO) en van de zogenaamde integratie-parlementen die jaarlijks in plenaire vergadering en in commissievergaderingen bijeenkomen;

3. de lidstaten van de Europese Unie ertoe aanzetten steun te verlenen aan de processen ter bevordering van de democratisering, goed bestuur en de totstandbrenging van de rechtsstaat - stuk voor stuk processen die niet alleen de versterking van de instellingen ten goede komen, maar ook de humanitaire hulp, de sociale ontwikkeling en de eerbiediging van de mensenrechten (met inbegrip van de economische, sociale en culturele rechten);

4. invloed uit te oefenen op de wijze waarop de ontwikkelingssamenwerking wordt gefinancierd en, in het raam van die samenwerking, nog meer inspanningen te leveren ter bevordering van de duurzame ontwikkeling, de economische groei en de strijd tegen de armoede, door te zorgen voor macro-economische stabiliteit, door de technologische kloof kleiner te maken en door iedereen toegang te geven tot onderwijs, cultuur, gezondheidszorg en sociale bescherming;

5. de samenwerking tussen de Europese Unie en de Latijns-Amerikaanse landen op te voeren met het oog op de bestrijding van een aantal kwalen zoals illegale drugs, drugscriminaliteit, corruptie en georganiseerde misdaad, maar tegelijkertijd ook de totstandbrenging te bevorderen van een politiek en strategisch Europees-Latijns-Amerikaans partnerschap dat bij machte is concreet gestalte te geven aan de voorstellen die, op het vlak van beleid, strategie en veiligheid, de belangen van de beide regio's ten goede komen;

6. steun te verlenen aan elk initiatief dat leidt tot onderhandelingen met de diverse vertegenwoordigers van de betrokken sectoren over de voorwaarden voor de terugbetaling van de buitenlandse overheidsschuld en de rente daarop; meer in het algemeen, steun te verlenen aan elk initiatief dat ertoe strekt de werking van het mondiale financiële systeem te verbeteren, rekening houdend met de bekommelingen van de Latijns-Amerikaanse landen;

7. de promouvoir les flux d'échanges et d'investissements pour assurer une croissance économique durable et une répartition équitable des avantages afin de poursuivre une libéralisation humaine des échanges commerciaux et internationaux.

17 juin 2004

Thierry GIET (PS)
Jean-Pol HENRY (PS)
Patrick MORIAU (PS)
Mohammed BOUKOURNA (PS)
Yvan MAYEUR (PS)

7. stimuli te geven aan de handelsstromen en aan de investeringen, teneinde een duurzame economische groei en een billijke verdeling van de voordelen te waarborgen, zodat voort werk kan worden gemaakt van een op humane leest geschoeide vrijmaking van de internationale handelsstromen.

17 juni 2004